

Pouvoir d'emprunt—Loi

Pour assurer le progrès ou la reprise économique, le gouvernement doit commencer par faire preuve d'austérité, non pas uniquement sur le chapitre des dépenses publiques, mais en général, c'est-à-dire dans la taille de l'appareil étatique et dans ses activités en donnant l'exemple aux citoyens pendant toute leur vie. Personne ne conteste que le gouvernement doit, lui aussi, fixer des objectifs sociaux et économiques aux Canadiens, mais ce n'est pas à lui à décider quels moyens on doit prendre pour les atteindre. Il vaut mieux laisser agir les forces du marché.

C'est un excellent conseil, monsieur le Président. Il serait difficile d'en trouver un meilleur. Mais le ministre des Finances s'en passe puisqu'il prétend que la dévaluation de notre dollar ne l'inquiète pas. Il ne passe pas la nuit à se faire du mauvais sang, semble-t-il. Or, lorsqu'une monnaie commence à se dévaluer, c'est qu'on amorce un cycle inflationniste. Et pareille situation a des effets dévastateurs sur l'économie. Il faut donc trouver le moyen de maîtriser l'inflation. Et le seul valable, c'est de laisser nos concitoyens tirer parti eux-mêmes des forces du marché. Le gouvernement doit instaurer un climat économique qui leur permette de le faire. Voilà ce que je conseille aux députés d'en face. J'espère qu'ils m'écouteront.

M. Alex Patterson (Fraser Valley-Est): Monsieur le Président, le projet de loi à l'étude est très mince et très bref. L'essentiel n'occupe qu'une page d'environ huit pouces sur onze. Malgré sa minceur et sa brièveté, il aura de lourdes conséquences pour les Canadiens. Il alourdira considérablement la dette qui pèse déjà sur leurs épaules. Nos enfants et nos petits-enfants en ressentiront longtemps les effets.

Je ne compte plus les fois où les porte-parole du parti libéral ont dit vouloir modérer les dépenses et réduire les déficits. Néanmoins, comme la plupart des prédictions qu'ils ont faites, elles se sont rarement, voire jamais, réalisées. En demandant l'autorisation d'emprunter un montant record de 29.55 milliards dans le projet de loi que nous avons sous les yeux, le gouvernement détruit totalement sa crédibilité, si toutefois il lui en restait.

Ce matin, j'ai écouté avec intérêt le député de Willowdale (M. Peterson). Il a déclaré que le parti progressiste conservateur avait demandé l'impossible en réclamant une réduction des déficits. Pourquoi alors les libéraux l'ont-ils promis si souvent? Apparemment, leur promesse de réduire le déficit et de modérer leurs dépenses n'était pas plus sérieuse que celle de maintenir le prix de l'essence à un niveau inférieur à celui que le gouvernement conservateur avait prévu il y a plusieurs années.

Le gouvernement demande l'autorisation d'emprunter 29.55 milliards. C'est la huitième fois qu'il nous présente une pareille demande. Le projet de loi C-30 réclamait 12 milliards, le projet de loi C-59, 14 milliards, le projet de loi C-111, 6.6 milliards, le projet de loi C-124, 7 milliards, le projet de loi C-128, 4 milliards, le projet de loi C-143, 19 milliards, le projet de loi C-151, 10.71 milliards. Et voilà qu'il a maintenant le culot de nous demander 29.55 milliards dans le projet de loi C-21. Le gouvernement a demandé en tout au Parlement 102 milliards.

Comme plusieurs de mes collègues l'ont fait valoir au cours du débat, cette somme dépasse largement le montant dont il a besoin pour faire face à ses engagements. On ne nous a pas clairement expliqué pourquoi le gouvernement demandait cet argent ou à quoi il l'emploierait. Les porte-parole du gouvernement, y compris le ministre des Finances (M. Lalonde) ont déclaré haut et fort que la reprise économique était amorcée pour de bon. Selon moi, les faits prouvent le contraire. A mon avis, on peut dire, sans trop risquer de se tromper, que la relance est, au mieux, excessivement fragile. De plus, en janvier de cette année, le chômage était encore de 11.2 p. 100 et les industries manufacturières tournaient à 70.5 p. 100 de leur capacité. Les faillites commerciales et agricoles continuent à un rythme alarmant, alors que les revenus agricoles ne cessent de baisser. Ces résultats ne corroborent pas ce qu'on nous dit à propos de la relance.

● (1200)

Je voudrais attirer l'attention sur un rapport du Conference Board de janvier 1984. D'après celui-ci, l'économie canadienne connaîtra, en 1985, quatre trimestres de croissance négative. Le taux de création d'emploi ralentira en 1984 et 1985, et sera négatif dans la deuxième moitié de 1984. En conséquence, le chômage tombera à 10.8 p. 100 cet été, mais remontera à 11.3 p. 100 à la fin de l'année prochaine. Le déficit fédéral restera de l'ordre de 27 milliards de dollars si l'on se fonde sur les comptes nationaux. Les taux d'intérêt à court terme augmenteront de 2 p. 100 d'ici la fin de 1985. Les investissements continueront à être faibles, voire négatifs. Je ne pense pas qu'il y ait quoi que ce soit dans ces chiffres qui prouve que la relance se maintienne, encore moins qu'elle s'accélère.

Je prétends que ce projet de loi, sous sa forme actuelle, est totalement inacceptable. Même si nous sommes d'avis qu'il est nécessaire de payer les frais légitimes d'un gouvernement responsable, nous ne pouvons simplement permettre au gouvernement d'accumuler un surplus pour financer des activités incongrues grâce à l'argent des contribuables.

Examinant la situation dans son ensemble, je ne peux imaginer comment le gouvernement a l'audace de demander au Parlement d'appuyer une mesure qui imposera un déficit aussi énorme aux Canadiens, qui devront fournir encore 29.5 milliards de dollars, sans leur dire ce qu'on fera de cet argent ni quelle conséquence une telle initiative aura sur notre pays.

Si nous savions que ces énormes dépenses améliorent la situation des Canadiens, tout serait entièrement différent. Toutefois, les chiffres que mes collègues et moi-même avons présentés à la Chambre semblent montrer que, au contraire, on ne fait que verser l'argent dans un trou sans fond. Loin de rendre notre population heureuse, satisfaite, prospère et confiante du fait de certaines améliorations, les activités du gouvernement et sa politique fiscale ne font que la décourager de plus en plus au point où la situation économique est un vrai désastre pour beaucoup de nos concitoyens.